

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 317

Rubrik: Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Don Julio Alvarez del Vayo

Scruter le visage du Portugal, c'est bien sûr aussi avoir un œil sur l'Espagne. Et voici que vient de mourir Julio Alvarez del Vayo, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement républicain espagnol en exil, socialiste de gauche, l'un des leaders du groupe anti-franquiste Espagne combattante. Des souvenirs galvanisants, mais surtout un exemple qui fortifie dans la lutte, aujourd'hui. Ci-dessous, le témoignage de Georges Haldas. (Réd.)

Il n'y a pas de hasard dans la vie. Mais de secrètes correspondances : j'ai appris la mort de Don Julio Alvarez del Vayo, au moment même où j'allais prendre la parole au cours d'une soirée consacrée à la lutte, précisément, pour le retour des libertés en Espagne. Pour que se lève, après tant d'ombre, la lumière attendue. Il va de soi que tous, ce soir-là, et avec l'émotion que vous imaginez, nous avons observé la minute de silence traditionnelle, au cours de laquelle je pensais à peu près ceci : Que si la grandeur d'un homme se mesure au fait que son nom ne peut être séparé du combat qu'il a mené pour que change la vie de l'Homme, et des hommes, de tous les hommes, au nom de leurs souffrances et de leur dignité, alors Don Julio Alvarez del Vayo, de toute évidence, a été un de ceux-là. Par son courage. Par sa lucidité politique. Par la confiance qu'il

avait en les ressources de son peuple, confiance qui n'était pas aveugle (seules les illusions le sont). Par ce grand rêve de justice, en lui, et de paix qui s'alliait à une volonté de combat. Par une permanente jeunesse enfin : n'a-t-il pas, m'avez-vous dit, très peu avant sa mort, connu la joie immense que nous avons tous éprouvée, de la chute de Saïgon ? Qui nous laisse bien augurer des luttes à venir en Espagne et ailleurs. Et de la victoire, pour finir, des forces démocratiques. Mais quoi ? Vous en savez sur sa personne et sur son œuvre plus que moi. Entre hommes qui ont la même visée, le silence établit un lien plus sûr, parfois, que les paroles. Je n'en dirai donc pas plus long. Permettez-moi seulement, en raison du profond amour que je porte à l'Espagne, à son rayonnement, à son destin — indissociable, à mes yeux, de celui de l'Europe et du monde — de pleurer avec vous la disparition d'un illustre frère ; tout en vous assurant qu'il continue de nous inspirer, en tant qu'homme pour qui le socialisme n'était pas une fin en soi, mais bien un moyen de servir l'Homme. De travailler, si j'ose dire, à la genèse d'un homme meilleur, plus digne de ce nom. Tâche qui devrait être celle de chacun de nous, quel qu'il soit, connu ou moins connu. Et dont Alvarez del Vayo, pour sa part, tout au long de sa vie, et à travers son exil même, s'est magnifiquement acquitté.

Georges Haldas

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Nationalismes

D'une « Lettre ouverte aux responsables de notre temps », signée entre autres par René Cassin, Prix Nobel de la paix, Eugène Ionesco et Joseph Kessel, de l'Académie française, j'extrais ces quelques lignes concernant Israël :

« ... Sur la carte des pays arabes, Israël occupe une place minuscule : d'un côté, un ensemble de plus de cent millions d'hommes occupant 13 millions de kilomètres carrés (vingt-six fois la France) ; de l'autre, un peuple de trois millions d'hommes (quarante fois moins nombreux), occupant la surface de quelques départements français. » L'Etat d'Israël n'a eu en partage qu'une petite

partie de la Palestine du mandat britannique, 18 % seulement, et encore cette petite partie incluait-elle pour plus de la moitié le désert du Néguev et la bande côtière quasi-désertique. Les Arabes, quant à eux, ont hérité de la plus grande partie de la Palestine, la Jordanie. Considérer que les Arabes palestiniens n'ont leur place qu'en Israël, c'est faire une confusion majeure, c'est confondre délibérément Israël, et la Palestine.

» Entre la Cisjordanie et la Méditerranée, il y a tout juste la place pour Paris sans sa banlieue. Dire qu'un pays entouré d'ennemis a des frontières sûres dans ces conditions est une imposture. » (...) La plupart des Arabes — environ 80 % de ceux qui devinrent des réfugiés en 1948 lors de la guerre d'indépendance — sont arrivés après les Juifs sur la terre d'Israël, affluant des pays voisins parce qu'ils y trouvaient du travail.

» (...) Rien dans les engagements officiels des pays arabes ne permet de garantir que leur stratégie globale ne vise pas à la destruction d'Israël.

» (...) Tant qu'ils ont eu le pouvoir, les Arabes ont interdit le passage du canal de Suez à tout bateau israélien, sans que les nations aient jamais protesté contre cette atteinte au droit international.

» Israël et les pays arabes peuvent vivre côte à côte. Peu importe qu'un voisin d'Israël s'appelle Palestine ou Jordanie. Mais il importe à la paix et à la justice que ce soit à côté d'Israël et non à sa place ».

Ce qui précède a paru dans « Le Monde » du 28 mars 1975.

Dans une seconde partie (« Le Monde », 6-7 avril), intitulée : Nous accusons, les auteurs ajoutent encore ceci : « Les gouvernements qui n'ont établi chez eux ni la démocratie ni la laïcité n'ont aucun titre à prôner la création d'un Etat démocratique et laïque. »

Que conclure ? Que le problème n'a pas de solution dans la perspective des nationalismes — pas plus que la majorité des problèmes européens.

J. C.